

CREATION D'UN POLE ENERGIE,
INSTALLATION D'OMBRIERES
PHOTOVOLTAÏQUES ET MISE EN
PLACE D'IRVE

SITE DE LA TOURMALINE

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES (CCAP)**

Consultation n°

313-2025

1.	OBJET DU MARCHE ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	5
1.1	OBJET DU MARCHE.....	5
1.2	TRANCHES ET ALLOTISSEMENT.....	5
1.2.1	Division en tranches	5
1.2.2	Division en lots	5
1.3	PARTIES CONTRACTANTES ET ORGANISATION DU MARCHE.....	6
1.3.1	Le Maître d'ouvrage (ou MOA).....	6
1.3.2	La Maîtrise d'œuvre (ou MOE).....	6
1.3.3	L'Ordonnancement, le Pilotage et la Coordination (ou OPC).....	6
1.3.4	La coordination SPS.....	7
1.3.5	Le contrôle technique	7
1.3.6	Le comptable assignataire.....	7
1.4	Personnels d'encadrement	7
1.5	La sous-traitance	8
1.5.1	Généralités	8
1.5.2	Clause de limitation de sous-traitance.....	8
1.5.3	Modalités de mise en œuvre des sous-traitances.....	8
1.6	Formes des notifications et informations	9
2.	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	9
3.	PRIX.....	10
3.1	RÉPARTITION DES PAIEMENTS.....	10
3.2	TRANCHES CONDITIONNELLES	10
3.3	CONTENU DES PRIX – MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES ET DE RÈGLEMENT DES COMPTES – TRAVAUX EN RÉGIE.....	10
3.3.1	Type de marché et caractéristiques des prix	10
3.3.2	Décomposition des marchés	11
3.3.3	Base de règlement des comptes - Travaux non prévus	12
3.3.4	Augmentation – Diminution dans la masse des travaux - Changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrages	13
3.3.5	Travaux en régie.....	13
3.3.6	Délais de paiement – Nantissement.....	13
3.4	VARIATION DANS LES PRIX	13
3.4.1	Évolution des prix	14
3.4.2	Mois d'établissement des prix	14
3.4.3	Marché à prix ferme comportant une clause d'actualisation	14
3.4.4	Marché à prix révisable.....	14
3.4.5	Formules de variation – Choix des index de référence	15
4.	CLAUDE DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	15
4.1	RETENUE DE GARANTIE	15
4.2	AVANCE	16
4.3	APPROVISIONNEMENT	16

5.	MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES	17
5.1	Modalités de paiement.....	17
5.1.1	Modalités de paiement direct.....	17
5.1.2	Mécanisme d'autoliquidation	17
5.1.3	Paiement des sous-traitances et des co-traitances	17
5.2	Décomptes mensuels et décomptes définitifs	18
5.2.1	Décomptes mensuels	18
5.2.2	Décompte général et définitif du marché	19
6.	DÉLAI D'EXÉCUTION ET PÉNALITÉS	20
6.1	DÉLAI D'EXÉCUTION DES TRAVAUX	20
6.2	CALENDRIER DETAILLE D'EXÉCUTION	21
6.3	ORDRES DE SERVICES	22
6.4	PROLONGATION DU DÉLAI GLOBAL D'EXÉCUTION	22
6.5	PÉNALITÉS	22
6.5.1	Pénalités et retenues	22
6.5.2	Retenue pour retard	23
6.5.3	Pénalités de retard	23
6.5.4	Primes d'avance	23
6.5.5	Autres pénalités et retenues	23
7.	AJOURNEMENT ET INTERRUPTION DES TRAVAUX	26
8.	CARACTÉRISTIQUES DES MATÉRIAUX ET PRODUITS	26
8.1	PROVENANCE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS	26
8.2	CARACTÉRISTIQUES - QUALITÉS - VÉRIFICATIONS - ESSAIS ET ÉPREUVES DES MATÉRIAUX ET PRODUITS 26	
8.3	ÉCHANTILLONS	26
8.4	LOCAUX ET FAÇADES TÉMOINS	27
9.	IMPLANTATION DES OUVRAGES	27
10.	PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX	27
10.1	PÉRIODE DE PRÉPARATION – PROGRAMME D'EXÉCUTION DES TRAVAUX	27
10.2	PLANS D'EXÉCUTION – NOTES DE CALCULS – ÉTUDES DE DETAILS	27
10.3	CELLULE DE SYNTHÈSE	27
10.4	MESURES D'ORDRE SOCIAL – APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL	28
10.5	ORGANISATION - SÉCURITÉ ET HYGIÈNE DU CHANTIER	28
10.6	Répartition des dépenses communes.....	28
10.6.1	Dépenses d'investissement.....	28
10.6.2	Dépenses d'entretien.....	28
10.7	Sécurité et hygiène	29
10.7.1	Locaux pour le personnel	29
10.7.2	Coordination en matière de sécurité.....	29
10.8	Garde du chantier en cas de défaillance d'un Titulaire	30
11.	INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER.....	30

11.1	Installations de chantier	30
11.2	Emplacements mis à disposition pour déblais	30
11.3	Signalisation des chantiers	30
11.4	Application de réglementations spécifiques	30
12.	DISPOSITION PARTICULIÈRES A L'ACHÈVEMENT DES TRAVAUX ET DU CHANTIER	30
12.1	REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ÉTAT DES LIEUX	30
12.2	GESTION DES DÉCHETS DE CHANTIER	31
13.	CONTRÔLES ET RÉCEPTION DES TRAVAUX	31
13.1	ESSAIS ET CONTRÔLES	31
13.2	RÉCEPTION TOTALE – RÉCEPTION PARTIELLE	31
13.2.1	Dispositions applicables à la réception	31
13.2.2	Réception totale	31
13.2.3	Réception partielle	32
13.3	DOCUMENTS FOURNIS APRÈS EXÉCUTION	32
14.	GARANTIES ET ASSURANCES	33
14.1	GARANTIE	33
14.1.1	Garantie de parfait achèvement	33
14.1.2	Garantie décennale des constructeurs	33
14.1.3	– Garantie de bon fonctionnement	33
14.2	ASSURANCES	33
14.3	Dommages aux tiers	33
15.	RÉSILIATION DU MARCHE	34
15.1	RÉSILIATION POUR MOTIF D'INTÉRÊT GENERAL	34
15.2	AUTRES CAS DE RÉSILIATION N'OUVRANT PAS DROIT À INDEMNITÉ	34
15.3	RÉSILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE AVEC MISE EN DEMEURE	35
15.4	RÉSILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE SANS MISE EN DEMEURE	35
16.	MESURES COERCITIVES	35
17.	TRAVAUX SIMILAIRES	36
18.	PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE	36
19.	DISPOSITIONS DIVERSES	36
19.1	Mémoire en réclamation	36
19.2	Format de documents	36
20.	RÈGLEMENTS DES LITIGES	36
21.	DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX	37

1. OBJET DU MARCHE ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 OBJET DU MARCHE

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) s'appliquent à chacun des marchés relatifs à la construction d'un pôle énergie, d'ombrières photovoltaïques et d'IRVE sur le site de la TOURMALINE

Le lieu des travaux est le : 31 Boulevard Salvador Allende – 44 800 Saint Herblain.

Clause environnementale

Par dérogation à l'article 20.2 du C.C.A.G.-Travaux, le présent contrat ne prévoit pas d'obligation environnementale à la charge du titulaire.

Disposition relative au Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED)

Par dérogation à l'article 36.2.1 du C.C.A.G.-Travaux, le présent contrat ne prévoit pas d'obligation de communication d'un SOGED.

Clause d'insertion social

Le présent marché ne prévoit pas que le titulaire réalise une action d'insertion d'accès ou de retour à l'emploi

Dispositions générales

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du 28 octobre 2025 et ses éventuelles annexes.

À défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par le titulaire à proximité des travaux, les notifications se rapportant aux marchés seront valablement faites à la Mairie de Saint-Herblain, jusqu'à ce que le titulaire ait fait connaître au Maître d'ouvrage l'adresse du domicile qu'il aura élu.

1.2 TRANCHES ET ALLOTISSEMENT

1.2.1 Division en tranches

Aucune répartition en tranche n'est prévue

1.2.2 Division en lots

LOT	DESIGNATION
1	Terrassements - Voirie Réseaux Divers – Aménagements extérieurs
2	Gros œuvre
3	Couverture
4	Métallerie
5	Peinture
6	Chauffage – Ventilation – Climatisation - Plomberie
7	Fluides médicaux
8	Électricité courants forts – courants faibles – SSI
9	Groupe électrogène
10	Ombrières photovoltaïques

Le CCTP COMMUN regroupe les généralités et clauses techniques applicables à tous les lots.

1.3 PARTIES CONTRACTANTES ET ORGANISATION DU MARCHE

Les parties contractantes sont :

- D'une part :

L'UGECAM DE BRETAGNE ET PAYS DE LA LOIRE, désignée dans le présent CCAP par l'expression « maître d'ouvrage » ou « pouvoir adjudicateur », représentée par le Directeur de l'UGECAM BRPL

- D'autre part : Chaque entreprise, ou chaque groupement d'entreprises, titulaire d'un marché séparé, désigné dans le présent CCAP par l'expression « le titulaire »

1.3.1 Le Maître d'ouvrage (ou MOA)

Le représentant du maître d'ouvrage est :

Mme Laurence BROWAEYS, le directeur de l'Ugecam BRPL
L'UGECAM BRETAGNE PAYS DE LA LOIRE
2 Chemin du Breil – 44 814 Saint Herblain Cedex

L'interlocuteur chez le maître de l'ouvrage sera :

M. Vincent ROC'H, le conducteur d'opérations
L'UGECAM BRETAGNE PAYS DE LA LOIRE
2 Chemin du Breil – 44 814 Saint Herblain Cedex

M. Sylvain MAILLARD, Responsable du département patrimoine, achat, marché
L'UGECAM BRETAGNE PAYS DE LA LOIRE
2 Chemin du Breil – 44 814 Saint Herblain Cedex

1.3.2 La Maîtrise d'œuvre (ou MOE)

La maîtrise d'œuvre ou « le groupement de maîtrise d'œuvre », désigné dans le présent CCAP par l'expression « le maître d'œuvre » se compose comme suit :

Mandataire : Architecte	AIA Architectes 7 boulevard de Chantenay – 44 100 Nantes
Co-traitant 1 : Ingénierie TCE et économiste	AIA Ingénierie 7 boulevard de Chantenay – 44 100 Nantes
Co-traitant 2 : Mission acoustique	GAMBA 163 rue du colombier – 31 670 Labège
Co-traitant 3 : Mission de coordination SSI	NAMIXIS SSICoor, Groupe Systea 6 allée du mortier – 44 620 La Montagne

Les missions confiées par le maître de l'ouvrage à la maîtrise d'œuvre sont les suivantes :

- VISA : visa des études d'exécution
- DET : direction de l'exécution des marchés de travaux
- AOR : assistance aux opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement
- SSI : mission de coordination système de sécurité incendie

1.3.3 L'Ordonnancement, le Pilotage et la Coordination (ou OPC)

La mission OPC est assurée par :

GEDIFI
8 rue de Belle Ile – 35 760 Saint Grégoire

1.3.4 La coordination SPS

La coordination Sécurité et Protection de la Santé est assurée par :

ATAE

12 venue Jules Verne – 44 230 Saint Sebastien Sur Loire

1.3.5 Le contrôle technique

Les missions de contrôle technique construction sont assurées par:

BTP CONSULTANTS

ZAC La Fleuriaye, 3 rue Alessandro Volta, Bâtiment F – 44 470 Carquefou

Les missions confiées par le maître de l'ouvrage au contrôleur technique sont les suivantes :

- L : mission relative à la solidité des ouvrages et des éléments d'équipements neufs indissociables
- S : mission relative à la sécurité des personnes dans les constructions
- LE : Mission relative à la solidité des existants
- ENV : Mission relative à l'environnement
- PS : Mission relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme

1.3.6 Le comptable assignataire

Le comptable assignataire est :

Madame Christelle ROINIER, Agent comptable de l'UGECAM BRETAGNE PAYS DE LA LOIRE

1.4 PERSONNELS D'ENCADREMENT

Le titulaire s'engage à n'affecter aux travaux objet du présent marché que les personnels d'encadrement figurant dans le mémoire technique.

Changement dans l'encadrement :

Demandé par le maître d'ouvrage :

En cas de manquements répétés dans l'exécution des travaux, le maître d'ouvrage peut, avant d'envisager la résiliation du présent marché, exiger du titulaire un changement d'encadrement.

Proposé par le titulaire :

Si l'agent d'encadrement ou l'un des personnels d'encadrement n'est plus en mesure d'accomplir les tâches qui lui sont affectées, le titulaire doit :

- En aviser, sans délai, le pouvoir adjudicateur et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- Proposer au pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il communique le nom dans un délai de **4 jours** calendaires à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Dans le silence de l'acheteur, le remplaçant proposé est considéré comme accepté.

Les avis, propositions et décisions de l'acheteur sont notifiés au titulaire par tout moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

À défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par l'acheteur, le marché peut être résilié sans indemnité après mise en demeure préalable.

1.5 LA SOUS-TRAITANCE

1.5.1 Généralités

Le contrat de sous-traitance permet au titulaire d'un marché de faire exécuter une partie de celui-ci par un tiers.

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu du maître d'œuvre et du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

Si l'entreprise recourt à la sous-traitance, que ce soit dans le cadre de son offre initiale ou bien en cours d'exécution du marché, il est rappelé, d'une part, l'interdiction d'une sous-traitance totale, d'autre part, que l'entreprise titulaire du marché demeure l'entreprise principale et est donc à ce titre responsable de la totalité du marché.

1.5.2 Clause de limitation de sous-traitance

Conformément à l'article L 2193-3 du Code de la commande publique (CPP), certaines tâches essentielles décrites au C.C.T.P. devront être effectuées directement par le titulaire et ne pourront en aucun cas faire l'objet d'une sous-traitance notamment.

1.5.3 Modalités de mise en œuvre des sous-traitances

Le titulaire adresse au maître d'ouvrage l'acte spécial de sous-traitance (imprimé DC4, disponible sous <https://www.economie.gouv.fr/daj/les-formulaires-de-declaration-du-candidat>) dûment signé par les 2 parties (signature originale), ainsi que les autres documents précisés ci-dessous.

Les prestations sous-traitées devront y être détaillées, outre le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant, et selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.

Le DC4 devra préciser obligatoirement la mention « autoliquidation » pour les travaux en relation avec un bien immobilier.

Seront jointes au DC4 :

- Les annexes présentant les capacités techniques, financières, professionnelles du sous-traitant et l'annexe prouvant l'habilitation du signataire représentant l'entreprise sous-traitante à l'engager ;
- Une déclaration du candidat (formulaire DC2, disponible sous <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) dûment complétée;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le montant envisagé de chaque partie sous-traitée, notamment la date d'établissement des prix et, le cas échéant, les modalités de variation de prix, le régime des avances, des acomptes, des réfections, des primes, des pénalités ;

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'exiger la communication du contrat de sous-traitance.

- Un Relevé d'Identité Bancaire (RIB) ;

Le titulaire devra impérativement adresser l'acte spécial de sous-traitance, sur la plateforme GESPRO, 30 jours minimum avant tout début d'intervention du sous-traitant sur le chantier.

Le délai d'acceptation du sous-traitant par le maître d'ouvrage ne commence à courir qu'à réception d'un dossier complet.

Le silence du pouvoir adjudicateur gardé pendant vingt et un jours à compter de la réception des documents susmentionnés vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Lorsque la demande de sous-traitance est présentée avec l'offre de l'entreprise principale, la notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement, à la condition que le soumissionnaire ait alors fourni à l'acheteur une déclaration comprenant les informations listées à l'article R. 2193-1 du CCP.

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, le titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, d'établir que la cession ou le nantissement dont le marché a pu faire l'objet ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant en

produisant soit l'exemplaire unique du marché qui lui a été délivré soit une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

Dans tous les cas, le titulaire principal demeure entièrement responsable vis-à-vis du maître de l'ouvrage des prestations sous-traitées.

Après notification du DC4, le titulaire et le sous-traitant prendront contact avec le CSPS pour réalisation de l'inspection commune en présence impérative du titulaire et de son sous-traitant et établissement du PPSPS. **En tout état de cause, le sous-traitant ne pourra intervenir sur le chantier et réaliser l'inspection commune sans avoir transmis son PPSPS.**

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de refuser le sous-traitant présenté par le titulaire du marché si les capacités techniques, économiques et financières du sous-traitants sont jugées insuffisantes.

En cas de sous-traitance multiple et dont le paiement direct est encadré par un montant maximum, et s'il y a modification de la répartition financière entre titulaire et sous-traitants, le titulaire annexera à sa demande paiement un document faisant état de la nouvelle part financière allouée à chacun des intervenants concernés.

La modification de ce montant (augmentation du maximum ou ajustement du montant déterminé) donnera lieu à un acte spécial modificatif.

La sous-traitance indirecte est organisée dans les mêmes conditions et conformément aux dispositions de l'article 3.6.2 du CCAG.

1.6 FORMES DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS

La notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les décisions, observations, ou informations peuvent notamment être notifiées sous forme d'un ordre de service, d'un courrier RAR (recommandé avec accusé de réception), ou encore de la plateforme GESPRO.

Cette notification peut être faite par le biais du profil d'acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties mentionnée dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à leur siège social, sauf si ces documents leur font obligation de domicile en un autre lieu.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

La date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces constitutives et contractuelles du marché sont les suivantes, et en cas de contradiction entre leurs stipulations prévalent dans l'ordre décroissant de priorité ci-après :

- Pièce 1 : L'acte d'engagement (AE) accepté par le pouvoir adjudicateur ;
- Pièce 2 : Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun à tous les lots ;
- Pièce 3 : Le cadre de questions-réponses versé au DCE en cours de consultation, le cas échéant, si son contenu est venu modifier ou compléter les pièces techniques du DCE ;
- Pièce 4 : Le dossier Maîtrise d'œuvre constitué d'un ensemble indissociable :
 - Le cahier des clauses techniques communes (CCTC) en date du 30/10/2025 et l'ensemble de ses annexes ;
 - Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) en date du 30/10/2025 et l'ensemble de ses annexes ;
 - Les plans DCE (au format PDF) et dessins (au format PDF) dont la liste est donnée au CCTP commun en date de 30/10/2025, les plans EXE visés par le maître d'œuvre, et l'ensemble de ses annexes ;
- Pièce 5 : Le Cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, dans sa version en vigueur à la date de notification du marché ;

- Pièce 6 : Le Cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.) en vigueur applicable aux marchés publics de travaux ;
- Pièce 7 : Le plan général de coordination (PGC) ;
- Pièce 8 : Le rapport initial du bureau de contrôle technique ;
- Pièce 9 : Les rapports d'études de sols ;
- Pièce 10 : Le ou les arrêtés des autorisations d'urbanisme (PC, AT, DP, PD...) ;
- Pièce 11 : Le calendrier prévisionnel d'exécution, puis le calendrier détaillé d'exécution à « barres », visé à l'article 6.2 du présent CCAP ;
- Pièce 12 : La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- Pièce 13 : Le mémoire technique remis par le titulaire à l'appui de son offre ;
- Pièce 14 : Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;

Les documents suivant sont ceux en vigueur au premier jour du mois de l'établissement des prix, tel que ce mois est défini en 3.4.2 ci-après :

- Pièce 15 : Arrêté du 16 juin 2008 portant réglementation sur les marchés des organismes de Sécurité sociale ;
- Pièce 16 : Le règlement de sécurité incendie applicable aux E.R.P. en vigueur à la date d'établissement des prix ;

Les pièces, non matériellement jointes, sont réputées parfaitement connues des parties.

Les modalités, propres au titulaire, qui pourraient être mentionnées dans son offre, notamment les conditions générales de vente, et seraient contradictoires avec les documents contractuels ne s'appliquent pas au présent marché.

Tout ce qui est indiqué dans les pièces écrites mais qui ne figure pas sur les plans et réciproquement, a la même valeur que si les indications correspondantes étaient portées à la fois sur les pièces écrites et sur les plans.

Il est expressément stipulé également que les devis descriptifs et les plans établis par l'entreprise et joints à l'acte d'engagement n'ont pour effet que de préciser ou compléter les devis descriptifs et les plans établis par la maîtrise d'œuvre.

Ils n'auront en aucun cas pour effet d'apporter des réserves, des modifications ou des suppressions aux devis descriptifs de la maîtrise d'œuvre et aux plans établis par elle.

3. PRIX

3.1 RÉPARTITION DES PAIEMENTS

L'Acte d'Engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire et à ses sous-traitants éventuels.

3.2 TRANCHES CONDITIONNELLES

Sans objet.

3.3 CONTENU DES PRIX – MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES ET DE RÈGLEMENT DES COMPTES – TRAVAUX EN RÉGIE

3.3.1 Type de marché et caractéristiques des prix

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire, pour chacun des lots selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix du marché sont indiqués et établis hors TVA.

Il est précisé que le prix comprend tous les travaux nécessaires à l'achèvement de l'ouvrage, **quand bien même ceux-ci n'ont pas été pas décrits au C.C.T.P. ou dans toute autre pièce constitutive du marché, ou même lorsque cela modifie les quantités indiquées dans la décomposition du prix global et forfaitaire, que ces quantités aient été données par le titulaire, le maître d'Oeuvre ou le maître d'ouvrage.**

Le prix est par ailleurs réputé avoir été établi en tenant compte :

- des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé (et notamment des conditions sanitaires COVID-19), de la notification du marché jusqu'à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement ;
- des dépenses communes de chantier mentionnées dans les différentes pièces du marché.

Aucun supplément ne sera accordé au motif d'une omission ou d'une erreur éventuelle dans les quantités indiquées dans l'offre remise par le titulaire.

Aucun supplément ne pourra être admis sauf s'il est reconnu par le maître d'ouvrage comme complémentaire et additionnel au programme prévu, et s'il a fait l'objet d'un ordre de service délivré par le Maître d'œuvre et contresigné par le pouvoir adjudicateur.

Dès la consultation du dossier et avant la remise de l'acte d'engagement, le titulaire aura pris soin de signaler par écrit au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait dans le programme ou l'exécution prévu.

Dès lors, en aucun cas, le titulaire ne pourra ensuite arguer de l'existence d'imprécisions, d'erreurs, de sous-estimation, d'omissions ou de contradictions du CCTP ou des plans, pour justifier à ce titre une demande de supplément. De plus, il est précisé qu'il suffit qu'un ouvrage ou partie d'ouvrage soit indiqué dans l'une des pièces du marché pour que le titulaire en doive l'exécution.

Il est bien entendu que le titulaire doit exécuter tous les travaux de sa compétence, nécessaires à l'achèvement complet de son lot selon les règles de l'art. Dans les « travaux de sa compétence » sont compris les ouvrages nécessaires à l'insertion des autres lots pour la réalisation de l'opération projetée.

Les prix des marchés sont réputés comprendre tous les ouvrages nécessaires au parfait achèvement des travaux, et notamment :

- Les échafaudages et dispositifs de sécurité ;
- Les frais de main-d'œuvre, y compris les frais particuliers engagés exceptionnellement pour réaliser les travaux dans les délais prescrits (heures supplémentaires, heures de nuit, etc.) ;
- Les frais d'assurances et d'accidents ;
- Les frais d'études et de reproduction de documents ;
- Les frais d'essais ;
- Pour le lot « Électricité » : les frais d'obtention de l'attestation de conformité visée par le « CONSUEL » (Comité National pour la Sécurité des Usagers de l'Électricité) ;
- Les droits de brevet éventuels ;
- La participation aux dépenses communes ;
- Les nettoyages de chantier au fur et à mesure de l'avancement des travaux (une fois par semaine au minimum) et à l'achèvement des travaux ;
- Les frais de chantier, frais généraux et bénéfice ;
- Les frais engendrés par le plan général de coordination en matière de sécurité et protection de la santé ;

Et, d'une manière générale, toutes les sujétions et dépenses nécessaires au parfait achèvement des travaux dans les règles de l'art.

Les anomalies survenant au cours du marché et n'entrant pas dans les événements considérés comme un cas de force majeure seront réputées être comprises dans l'économie du marché.

Les aléas, qui donneraient naissance à une interruption provisoire des travaux sans bouleverser l'économie du marché, ne pourront servir de fondement à une demande d'indemnité.

Un événement anormal et imprévisible n'entrant pas dans l'un des cas de force majeure mais provoquant obligatoirement un ajournement des travaux décidé par le maître de l'ouvrage devra être reconnu par attachements journaliers pour sauvegarder l'intérêt des parties.

3.3.2 Décomposition des marchés

Le titulaire aura joint à son acte d'engagement une décomposition du prix global et forfaitaire, dûment paraphée à chaque page et portant signature et tampon en dernière page qui servira à l'établissement des décomptes provisoires.

En application de l'article 10.3.1 du CCAG, les différences éventuellement constatées entre les quantités réellement exécutées et les quantités indiquées dans la DPGF, même si celle-ci a valeur contractuelle, ne peuvent conduire à une modification de ce prix forfaitaire.

Les prix unitaires détaillés, figurant sur les décompositions de prix global et forfaitaire, n'auront ainsi de caractère contractuel que dans le cas prévu à l'article 3.3.4 ci-après (travaux en plus ou en moins).

3.3.3 Base de règlement des comptes - Travaux non prévus

En application de l'article 12 du CCAG, les comptes seront réglés d'après le prix global forfaitaire du marché.

Le prix ainsi obtenu sera augmenté ou diminué du montant des travaux exécutés en plus ou en moins en exécution d'un ordre de service notifié postérieurement à la notification du marché.

Le marché initial ne pourra être modifié, en plus ou en moins, et par ordre de service, que dans la limite de 10 % du prix forfaitaire initial, au-delà un avenant au marché devra être conclu. La limite de 10 % est appréciée par rapport au montant initial du marché.

Le montant des travaux sera éventuellement susceptible de variations dans les conditions définies à l'article 3.4 ci-après.

Les travaux non prévus seront réglés en application de l'article 13 du CCAG.

En cas de travaux modificatifs, ceux-ci font l'objet d'une fiche de travaux modificatifs (FTM), ayant valeur d'ordre de service, établie par la maîtrise d'œuvre et validée par le maître d'ouvrage.

A réception de la FTM, et lorsque celle-ci comprend une demande de chiffrage, le titulaire dispose d'un délai de 8 jours pour y répondre. Il est précisé que chaque FTM et chaque demande de chiffrage y étant jointe sont indépendantes les unes des autres, il ne peut donc y être répondu de façon globale ou collective par le titulaire.

Les travaux supplémentaires seront réglés comme suit :

Si ces travaux concordent avec des ouvrages dont les prix unitaires figurent à la décomposition forfaitaire, il sera fait application de ces prix.

Si ces travaux ne concordent pas avec des ouvrages dont les prix figurent à la décomposition forfaitaire, des prix nouveaux seront débattus à partir de justifications et de sous-détails à fournir par le titulaire.

Les prix ainsi établis seront EN VALEUR EXÉCUTION, c'est-à-dire réputés en valeur correspondant à la date d'établissement de la proposition faisant l'objet de l'acceptation. La révision des prix est effectuée uniquement à partir de la date d'établissement de la proposition.

En application de l'article 13 du CCAG, en l'absence de proposition chiffrée du titulaire ou en cas de désaccord sur la proposition du titulaire, le maître d'œuvre fixe, par ordre de service, en accord avec le maître d'ouvrage et après consultation du titulaire, des prix provisoires pour le règlement des ouvrages non prévus. Ces prix provisoires seront appliqués jusqu'à la fixation des prix définitifs pour l'établissement des décomptes,

Par dérogation à l'article 13.5 du CCAG, le titulaire est réputé avoir accepté les prix provisoires qui lui ont été notifiés par le maître d'œuvre si, dans un délai de 15 jours suivant la notification de ces prix, il n'a pas présenté d'observations au maître d'œuvre en indiquant, avec toutes justifications utiles, soit les prix qu'il propose, soit la raison de son refus des prix provisoires fixés par le maître d'œuvre.

En application de l'article 11.5 du CCAG, les travaux non prévus au marché et susceptibles de se trouver cachés, inaccessibles ou incontrôlables après exécution devront faire l'objet d'attachements journaliers écrits et figurés, établis par le titulaire, reconnus contradictoirement par le maître d'œuvre et visés par le pouvoir adjudicateur. Faute d'avoir satisfait à cette obligation, aucun règlement ne pourra être effectué à ce titre.

Par dérogation à l'article 11.4 du CCAG Travaux, le maître d'œuvre dispose d'un délai de 20 jours calendaires pour l'organisation de la mesure de constat à compter de la réception de la demande du titulaire.

Il est précisé que la demande de constatations ou de constat contradictoire peut émaner du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre et du titulaire.

En cas de refus de signer ou de réserves émises sur le constat contradictoire établi sur le champ par le maître d'œuvre, le titulaire dispose ensuite d'un délai de 5 jours pour préciser ses réserves par écrit au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage.

Il est précisé que ces règles s'appliquent à tous les constats contradictoires et constatations visées à l'article 11 du CCAG, et pas uniquement aux travaux non-prévus.

3.3.4 Augmentation – Diminution dans la masse des travaux - Changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrages

Les augmentations ou diminutions dans la masse des travaux et le changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrages seront réglées conformément aux articles 14, 15 et 16 du CCAG.

En application de l'article 14.2.1 du CCAG et sous réserve de l'application de l'article 14.2.2, le titulaire est tenu de mener à son terme la réalisation des ouvrages faisant l'objet du marché, quelle que soit l'importance de l'augmentation de la masse des travaux qui peut résulter de sujétions techniques ou d'insuffisance des quantités prévues ou de toute autre cause de dépassement.

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG, l'augmentation limite du montant des travaux est fixée à 10% du montant contractuel (augmenté le cas échéant des avenants et OS ayant prescrits des travaux modificatifs et/ou supplémentaires).

3.3.5 Travaux en régie

Il ne sera pas exécuté de travaux en régie, excepté les cas décrits à l'article 12 du présent CCAP.

3.3.6 Délais de paiement – Nantissement

Délais de paiement

Le paiement des acomptes mensuels interviendra dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception par le maître d'œuvre du projet de décompte mensuel établi par le titulaire à condition que ce décompte ne soit contesté ni par le maître d'œuvre ni par le pouvoir adjudicateur.

Le paiement du solde interviendra dans un délai de 30 jours à compter de la date d'acceptation du décompte général et définitif.

Le paiement des acomptes et du solde sera effectué par l'Agent comptable de l'UGECAM de Bretagne et Pays de la Loire après ordonnancement de la somme par l'ordonnateur, le Directeur de l'UGECAM de Bretagne et Pays de la Loire.

En cas de dépassement de ce délai contractuel, le taux des intérêts moratoires applicable est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Nantissement

En vue du régime de nantissement, est désigné comme comptable assignataire l'Agent comptable de l'UGECAM de Bretagne et Pays de la Loire.

La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R.2191-60 du Code de la commande publique est le Directeur de l'UGECAM de Bretagne et Pays de la Loire.

3.4 VARIATION DANS LES PRIX

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations suivantes.

3.4.1 Évolution des prix

Sous réserve de l'observation des textes ci-dessous visés, les prix des marchés établis aux conditions économiques de base, fixées lors de la consultation, évoluent au cours du contrat dans les conditions définies ci-après :

Les modalités d'application des variations de prix sont soumises aux dispositions des articles R 2112-13 et R 2112-13 du Code de la commande publique étant entendu que toute modification de la réglementation s'appliquerait d'office.

Tous les marchés définis à l'article 1.2.2 ci-avant sont passés à prix révisable.

Les formules de variation seront obligatoirement établies en index « Bâtiment » ou « Travaux Publics ».

Les formules de variation des marchés de travaux seront de type suivant :

$$Z = a \frac{I}{I_o} + b \frac{I'}{I'_o} + c \frac{I''}{I''_o} + \dots,$$

Dans laquelle :

- Z = Formule de révision
- $a + b + c + \dots = 1$
- I, I', I''... = Index bâtiment ou TP du mois de référence
- Mois de référence = mois de réalisation des prestations tel que prévu au calendrier d'exécution prévu à l'article 4.1.3. du présent CCAP
- I_o, I'_o, I''_o = Index bâtiment ou TP du moi d'établissement des prix

Par dérogation à l'article 10.5 du CCAG, le coefficient d'actualisation ou de révision sera arrondi au millième supérieur lorsque la quatrième décimale sera égale ou supérieure à 5, et au millième inférieur dans le cas contraire.

En cas de retard d'exécution imputable au titulaire, le délai réel d'exécution sera pris en considération sans préjudice de l'application systématique des pénalités précisées à l'article 4.3 ci-après.

3.4.2 Mois d'établissement des prix

Par dérogation à l'article 9.4.4 du CCAG, les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques correspondant au mois de la date limite de remise des offres initiales (voir acte d'engagement) ; ce mois est appelé "mois zéro".

Si la date limite de remise des offres est reportée au cours de la même consultation, la base de réputation des prix, "mois zéro", sera celle correspondant à la date fixée initialement pour la date limite de remise des offres.

3.4.3 Marché à prix ferme comportant une clause d'actualisation

Sans objet.

3.4.4 Marché à prix révisable

En application des dispositions des articles R 2112-13 et R 2112-13 du Code de la commande publique, les prix des marchés révisables seront révisés mois par mois, suivant les décomptes mensuels, au moyen de la formule prévue à l'article 3.4.5 ci-après, avec partie fixe de 15 %.

La valeur « P_n » en règlement d'un acompte du mois « n » s'obtiendra au moyen de la formule suivante :

$$P_n = P_o (0.15 + 0.85 (Z))$$

Dans laquelle :

- P_n = Prix de règlement
- P_o = Montant mensuel à la date d'établissement des prix d'un décompte « n », y compris les approvisionnements à cette date
- 0,15 = Partie fixe
- 0,85 = Partie variable
- Z = Formule de variation dont la somme des paramètres est égale à 1.00

Lorsqu'une avance a été versée, en application de l'article 4.2 ci-après, la révision est appliquée en ce qui concerne les acomptes sur lesquels l'avance ou une partie de celle-ci a été récupérée sur le montant initial de l'acompte, avant déduction de l'avance ou de la partie d'avance récupérée. Le montant de l'avance ne peut être affecté d'une clause de variation des prix.

Des révisions provisoires pourront être effectuées en cours de travaux à l'aide des derniers index ou indices, la révision complémentaire étant effectuée dès la diffusion de la valeur des index ou des indices réellement applicables à la période considérée. Cependant, lorsqu'un coefficient provisoire a été utilisé, il ne pourra pas être remplacé par un autre coefficient provisoire ultérieur, mais seulement par le coefficient définitif. Conformément aux dispositions de l'article R2191-28 du Code de la commande publique, le paiement calculé sur la base des valeurs finales des index ou des indices intervient au plus tard 3 mois après la date à laquelle sont publiées ces valeurs.

3.4.5 Formules de variation – Choix des index de référence

LOT	CONSISTANCE DES TRAVAUX	INDEX DE REFERENCE
1	Terrassements – Voirie Réseaux Divers – Aménagements extérieurs	80% BT02 Terrassements + 10% EV3 Travaux de création d'espaces verts + 10% TP09 Travaux d'enrobés
2	Gros œuvre	10% TP04 Fondations et travaux géotechniques + 10% BT03 Maçonnerie et canalisations en béton + 80% BT06 Ossature, ouvrages en béton armé
3	Couverture	30% BT16b Charpente bois + 70% BT34 Couvertures et accessoires en zinc
4	Métallerie	BT42 Menuiserie en acier et serrurerie
5	Peinture	BT46 Peinture
6	Chauffage – Ventilation – Climatisation - Plomberie	30 % BT40 Chauffage central + 30% BT41 Ventilation et conditionnement d'air + 30% BT38 Plomberie sanitaire + 10% TP10d Réseaux de chauffage
7	Fluides médicaux	BT38 Plomberie sanitaire
8	Électricité courants forts – courants faibles – SSI	BT 47 Électricité
9	Groupe électrogène	BT 47 Électricité
10	Ombrières photovoltaïques	60% BT 47 Électricité + 10% BT03 Maçonnerie et canalisations en béton + 30% TP 13 Charpente métallique

4. CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE

4.1 RETENUE DE GARANTIE

Conformément à l'article R 2191-32 du Code de la commande publique, il sera appliqué une retenue de garantie de 5 % sur le montant initial du marché *(augmenté le cas échéant du montant des avenants)*.

La retenue est prélevée sur le montant de chaque règlement effectué à l'entreprise.

La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une "Garantie à première demande". Le montant en est de 5 % sur le montant TTC initial du marché. Le cautionnement n'est pas autorisé.

L'organisme apportant sa garantie doit être choisi parmi les tiers agréés par le ministre chargé de l'économie ou par le comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement mentionné à l'article L 612-1 du Code monétaire et financier.

Lorsque cet organisme est étranger, il doit être choisi parmi les tiers agréés dans son pays d'origine.

Le pouvoir adjudicateur conserve la liberté d'accepter ou non les organismes apportant leur garantie.

La garantie doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet sa première demande d'acompte.

En cas d'avenant, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

Si la garantie n'est pas constituée ou complétée dans le délai indiqué ci-avant, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire a la possibilité, jusqu'à la fin du marché, de substituer une garantie à la retenue de garantie.

La retenue de garantie est remboursée, ou les personnes ayant accordé leur garantie à première demande sont libérées si le maître d'ouvrage n'a pas avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement, notifié par lettre recommandée au titulaire que le marché n'a pas été correctement exécuté.

En l'absence de cette notification, la libération ou le remboursement de la retenue de garantie intervient dans le mois qui suit l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Dans le cas où cette notification a été effectuée, il ne peut être mis fin à l'engagement du titulaire que par mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage.

4.2 AVANCE

En application des dispositions de l'article R 2191-3 du Code de la commande publique, une avance est accordée lorsque le montant du marché est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois.

L'option retenue est l'option B de l'article 10.1 du CCAG Travaux.

L'ordonnancement de l'avance interviendra sur demande de l'entreprise dans le délai d'un mois, compté à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution du marché, c'est-à-dire la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux incombant au titulaire du lot concerné.

L'avance pourra le cas échéant être versée après la constitution par le titulaire d'une garantie à première demande, portant sur tout ou partie de l'avance.

Le montant de l'avance est limité à 5 % du montant, toutes taxes comprises, des travaux si cette durée est inférieure ou égale à 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à 12 fois le montant mentionné ci-dessus divisé par la durée du marché exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commencera lorsque le montant des sommes dues au titre du marché atteindra 65 % du montant initial et devra être terminé lorsque le montant des sommes dues atteindra 85 % du même montant selon les modalités des articles R.2191-11 et R.2191-11 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être ni révisé ni actualisé.

L'avance sera versée aux sous-traitants dans les conditions prévues aux articles R. 2193-17 et suivants du Code de la commande publique.

À ce titre, et en application de l'article R.2193-21 du CPP, si le titulaire du Marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne souhaite pas bénéficier de l'avance. Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par le pouvoir adjudicateur dès la notification de l'acte spécial.

Aucune autre avance ne sera délivrée au titre du marché.

4.3 APPROVISIONNEMENT

Par dérogation à l'article 10.4 du CCAG Travaux, le présent marché ne prévoit pas le paiement des approvisionnements. Sur demande du titulaire, le maître d'ouvrage pourra éventuellement y déroger.

5. MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES

5.1 MODALITES DE PAIEMENT

5.1.1 Modalités de paiement direct

Le paiement des acomptes mensuels interviendra dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception par le maître d'œuvre

Le titulaire du marché joint en double exemplaire au projet de décompte mensuel ou pour solde une attestation indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévus dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Depuis le 1^{er} janvier 2014, un mécanisme d'autoliquidation de la TVA est instauré dans le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP), lorsque des travaux sont effectués par un sous-traitant pour le compte d'un donneur d'ordre assujetti à la TVA. Ainsi, la taxe due au titre des travaux de construction réalisés par un sous-traitant doit désormais être acquittée par le donneur d'ordre. Les sous-traitants n'ont plus à déclarer ni à payer la TVA due au titre de ces opérations.

5.1.2 Mécanisme d'autoliquidation

Désormais, la taxe doit être acquittée par le preneur, c'est-à-dire le titulaire du marché.

L'entreprise sous-traitante ne doit plus facturer la TVA relative à ces travaux. Les factures doivent comporter la mention autoliquidation justifiant l'absence de collecte de la taxe par le sous-traitant et faire apparaître clairement que la TVA est due par le preneur assujetti.

L'entreprise principale est redevable de la TVA sur les travaux immobiliers qu'elle sous-traite.

En cas de paiement direct du sous-traitant, le maître d'ouvrage doit le payer sur une base hors taxe et le titulaire principal auto-liquide la TVA. Le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à prélever sur celles qui lui sont dues pour la partie de la prestation exécutée et que la personne responsable du marché devra faire régler à chaque sous-traitant.

Les mandatements au profit des divers intéressés sont établis dans la limite du montant des états d'acomptes et du solde ainsi que des attestations prévues à l'alinéa précédent.

Le montant total du paiement (hors intérêts moratoires) effectués au profit d'un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix stipulé dans l'annexe à l'acte d'engagement ou en dernier lieu l'avenant ou l'acte spécial correspondant, ne peut excéder le montant à sous-traiter.

5.1.3 Paiement des sous-traitances et des co-traitances

L'acte spécial DC4 précise tous les éléments de l'article R.2193-3 du Code de la commande publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer.

Le titulaire a l'obligation de transmettre sa facture accompagnée **d'attestations de paiement direct** en annexe après réception de la facture acceptée du sous-traitant.

Tant en cas de groupement conjoint que solidaire, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

Les autres dispositions relatives à la co-traitance s'appliquent selon l'article 12.5.3 du C.C.A.G.-Travaux

5.2 DECOMPTES MENSUELS ET DECOMPTES DEFINITIFS

5.2.1 Décomptes mensuels

À la fin de chaque mois, le titulaire remet sa demande de paiement mensuelle au maître d'œuvre, sous la forme d'un projet de décompte.

Les situations mensuelles seront établies par le titulaire au vu des avancements des travaux dressés conjointement sur le chantier par l'entreprise et le maître d'œuvre. Elles seront ensuite transmises au maître d'œuvre.

Les demandes de paiement seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- Le numéro du marché ;
- Le numéro de l'engagement (celui-ci sera communiqué aux entreprises par divers moyens ; à défaut, il appartiendra au titulaire de se rapprocher de l'interlocuteur mentionné dans la lettre de notification pour les obtenir.) ;
- Le numéro de SIRET du budget de la collectivité concernée par la facturation :
- SIRET UGECAM
- Le pourcentage d'exécution des travaux ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- Le montant hors taxe des travaux exécutés ;
- Le montant, éventuel des primes ;
- Le remboursement des débours incombant au maître de l'ouvrage dont le titulaire a fait l'avance, le cas échéant ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables pour chacun des travaux exécutés ;
- Le montant total TTC des travaux exécutés (incluant, le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants pour les travaux de construction effectués en relation avec un bien immobilier) ;
- La date de facturation ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des travaux effectués par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des travaux exécutés par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

Dans le cas où la demande de paiement ne comporterait pas l'ensemble des pièces et/ou mentions prévues par la loi ou le présent marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de la suspendre, voire de la rejeter.

Le maître d'œuvre doit procéder, conformément à l'article 12 du CCAG travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par le titulaire et qui lui sont transmis par l'intermédiaire du module PROF1 de la plateforme GESPRO, plateforme collaborative sur internet choisie par le maître d'ouvrage, assurant la validation des documents, la garantie de leur authenticité et le respect des délais et dont l'utilisation est obligatoire pour toutes les entreprises.

Après vérification, le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAG travaux, le montant de l'acompte mensuel à régler le titulaire. Il transmet à l'autorité compétente du pouvoir adjudicateur, personne signataire du marché, en vue de l'ordonnancement, l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie au titulaire sur GESPRO avec ses modifications.

Le délai de vérification par le maître d'œuvre du projet de décompte mensuel du titulaire est fixé à 10 jours calendaires à compter de la date de mise sur la plateforme GESPRO du projet de décompte.

Les décomptes devront être cumulatifs et faire apparaître le total des quantités exécutées depuis le début du chantier, les prix unitaires et les produits. Ils devront être établis en Euros HT, la TVA étant reprise en fin de décomposition.

Par dérogation à l'article 12.1.2 du CCAG, aucun acompte sur approvisionnements ne sera pris en compte, sauf décision ou accord express du maître d'ouvrage.

Les acomptes seront réglés à 100 % des sommes non contestées à partir des décomptes mensuels établis comme indiqué aux articles 5.2 et suivants du CCAP.

Il est bien précisé, conformément à l'article 12.2.3 du CCAG, que les montants figurant dans les décomptes mensuels n'ont pas un caractère définitif et ne lient pas les parties contractantes sauf ce qui concerne la date d'effet des révisions de prix pour solde.

5.2.2 Décompte général et définitif du marché

À titre liminaire, il est précisé que le projet de décompte final, le décompte final, et le décompte général seront établis en dehors de la plateforme GESPRO. Ces documents seront obligatoirement communiqués entre les parties via courrier RAR.

Par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG, le projet de décompte final daté et signé sera dressé par le titulaire et remis au maître d'œuvre dans un délai de 60 jours calendaires à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux ou, afin de permettre la révision définitive, dans un délai d'un mois à partir de la publication des index ou indices de référence.

S'il est fait application des dispositions de l'article 41.5 (réception sous réserve de la réalisation de prestations non-encore exécutées et devant encore donner lieu à règlement) **et/ou** de celles de l'article 41.6 (réception assortie de réserves) du C.C.A.G.-Travaux, la date de notification au titulaire de la décision du maître d'ouvrage de lever les réserves, ou l'échéance du délai accordé au titulaire à ce titre, est substituée à celle de notification de la décision de réception des travaux comme point de départ des délais d'établissement du décompte.

En outre, s'il est fait application des dispositions de l'article 41.4 du C.C.A.G.-Travaux (réception sous réserve d'épreuves et/ou d'essais, expérimentation de la période de chauffe), la date de notification au titulaire de la décision de levée des réserves prise après que les essais/épreuves se soient révélés concluants, ou l'échéance du délai accordé au titulaire à ce titre, est substituée à celle de notification de la décision de réception des travaux comme point de départ des délais d'établissement du décompte.

En cas de retard dans la production du projet de décompte final par le titulaire, et après mise en demeure restée sans effet, le maître d'œuvre établit d'office le décompte final aux frais du titulaire.

Le projet de décompte final du titulaire devra être présenté comme suit :

A – Travaux suivant marché	
Rappel du forfait HT	
Travaux non exécutés HT (n° de référence des prix de la décomposition forfaitaire)	
Ensemble base marché HT	
Actualisation ou révision des prix sur travaux réellement exécutés (index ou indices parus officiellement)	
	<hr/>
TOTAL 1 HT	
B – Travaux supplémentaires	
Travaux en plus, valeur marché HT (n° de référence des prix de la décomposition forfaitaire)	
Actualisation ou révision des prix sur travaux en plus en valeur marché HT (index ou indices parus officiellement)	
Travaux en plus, valeur exécution HT (sur justification)	
	<hr/>
TOTAL 2 HT	
TOTAL GÉNÉRAL HT (1+2)	
PÉNALITÉS suivant Art. 4.3 du CCAP	
RESTE	
TVA	
TOTAL GÉNÉRAL TTC	

Le projet de décompte final vérifié, puis accepté ou rectifié par le maître d'œuvre, devient le décompte final (avec date, signature et cachet du maître d'œuvre).

Le maître d'œuvre établit ensuite le projet de décompte général (avec date, signature et cachet du maître d'œuvre) et le transmet au représentant du pouvoir adjudicateur dans un délai de 30 jours à compter de la réception par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage (la plus tardive de ces deux dates) de la demande de paiement finale transmise par le titulaire.

Le maître d'ouvrage valide, le cas échéant rectifie, et signe le projet de décompte général, qui devient alors le décompte général.

Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG, le courrier RAR invitant le titulaire à prendre connaissance du décompte général, signé par le pouvoir adjudicateur, lui est notifié dans un délai de 3 mois à partir de la recevabilité du décompte final telle que précisée ci-après.

En cas de présentation d'un décompte final incomplet d'une demande de justification, ou pour tout autre motif imputable au titulaire, le délai de 3 mois visé ci-avant sera prolongé d'une durée égale au retard qui en est résulté.

Le décompte général accepté par le titulaire ou réputé comme tel devient le décompte général et définitif du marché (DGD).

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant le taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces d'ordonnancement. Ces montants seront éventuellement rectifiés en appliquant le taux de TVA en vigueur lors des encaissements correspondants.

Il est dérogé à l'article 12.4.4 du CCAG et à la possibilité de formation d'un décompte général définitif tacite. Seule la notification du représentant du pouvoir adjudicateur validera le décompte général définitif.

Conformément à l'article 12.4.5 du CCAG, dans le cas où le titulaire n'a pas renvoyé le décompte général signé au maître d'ouvrage dans le délai de trente jours fixé à l'article 12.4.3, ou encore dans le cas où, l'ayant renvoyé dans ce délai, il n'a pas motivé son refus ou n'a pas exposé en détail les motifs de ses réserves, en précisant le montant de ses réclamations comme indiqué à l'article 55.1 du CCAG, le décompte général notifié par le maître d'ouvrage est réputé être accepté par lui. Il devient alors le décompte général et définitif du marché.

6. DÉLAI D'EXÉCUTION ET PÉNALITÉS

6.1 DÉLAI D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

Par dérogation aux articles 18.1.1 et 28.1 du CCAG, le délai global d'exécution des travaux tous corps d'état fixé dans l'Acte d'Engagement est de 10,5 mois, compris période de préparation, congés, jours fériés et période de réception.

Une durée d'un mois est prévue pour la période de préparation de chantier.

Ce délai aura pour origine la date fixée par l'ordre de service général de démarrage des travaux, lequel devra tenir compte de la période de préparation fixée à l'article 8.11

Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG, un unique ordre de service sera émis par le maître d'ouvrage portant à la fois sur la période de préparation et sur le démarrage de l'exécution des travaux.

Le délai d'exécution de chaque lot s'insère dans ce délai d'ensemble, conformément au calendrier prévisionnel d'exécution joint au dossier de consultation.

Le délai d'exécution défini ci-dessus comprend :

- Toutes les phases préparatoires aux opérations préalables à la réception ainsi que ces opérations elles-mêmes ;
- Les journées d'intempérie réputées prévisibles ;
- Les périodes de congés payés ;
- Les délais d'exécution propres à chacun des lots, qui s'insèrent dans le délai d'ensemble, conformément au calendrier prévisionnel d'exécution joint au DCE.

Précisions sur les intempéries

Dans le cadre de l'application de l'article 18.2.3 du CCAG, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 5 jours ouvrés par an.

Outre les intempéries prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et dans le sens des dispositions de l'article 18.2.3 du CCAG, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels décrits ci-après dépassera l'intensité limite et pendant un temps plus long que la durée indiquée, ayant entraîné l'arrêt du travail, dûment constaté par le maître d'œuvre :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée du phénomène	Organisme ou documents de référence
Pluies	> à 15 mm	Par jour	Le lieu de constatation des phénomènes naturels est la station météorologique de Nantes-Bouguenais
Gel	< à 0°C (5°C pour les toitures zinc)	Relevé à 9h en élévation	
Vent	> à 60 Km/heure	Coup de vent ou rafales sur une durée cumulée de 2h ou plus entre 7h et 18h*	
Saturation d'eau des matériaux	> à 5 % de 90 % de l'OPN		
Neige	> à 5 cm	Entre 6h et 18h	
Brouillard	Visibilité du grutier < hauteur de la grue	Pendant 2h entre 7h et 18h	

* Avant réalisation du clos et couvert

La demande de prise en compte des intempéries est établi par le titulaire concerné de manière hebdomadaire, qui fournira les justificatifs tenant, d'une part, aux intempéries et, d'autre part, à l'impossibilité de réaliser les prestations en raison de ces intempéries.

Le titulaire adresse cette demande maître d'œuvre.

Dans le cas où, à l'issue d'une période pendant laquelle les phénomènes atmosphériques définis ci-dessus ont été constatés, il a été neutralisé par ordre de service un délai de remise en route de chantier, ce délai est pris en compte pour la fixation de la prolongation du délai d'exécution.

6.2 CALENDRIER DETAILLE D'EXÉCUTION

Les dates réelles d'intervention ainsi que les délais d'exécution de chaque lot seront fixés au calendrier détaillé d'exécution mis au point durant la période de préparation visée à l'article 10.1 ci-après.

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré (à partir du calendrier prévisionnel d'exécution) par le responsable de la mission d'ordonnancement-pilotage-coordination (OPC) après consultation du (des) titulaire(s).

Pour exécuter l'ensemble des ouvrages, le calendrier met en évidence les tâches à accomplir et leur enchaînement et pour chacune d'entre elles, les durées et les dates de début et de fin (au plus tôt et au plus tard) ainsi que les marges disponibles pour leur exécution.

Le calendrier détaillé d'exécution accepté par chaque titulaire de marché sera soumis au pouvoir adjudicateur pour approbation 10 jours au moins avant l'expiration de la période de préparation visée au 10.1 ci-après.

Il sera daté et signé par le pouvoir adjudicateur pour accord puis notifié à tous les titulaires de lot par un unique ordre de service. Chacun des titulaires de lot devra en conséquence débiter ses travaux en fonction des dates de démarrage prévues pour chacun des lots au sein du calendrier détaillé d'exécution.

Le délai fixé par le marché mentionné au 50.2.1 du CCAG entre la notification du marché et l'ordre de service de commencer les travaux est le délai fixé au calendrier détaillé d'exécution pour le démarrage des travaux de chaque lot par rapport à la notification du marché correspondant.

Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le Maître d'œuvre, en accord avec le Maître de l'ouvrage, peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai global d'exécution de l'ensemble des lots, fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement. Le calendrier ainsi modifié est notifié aux titulaires par ordre de service.

Toute modification du calendrier détaillé d'exécution visé ci-dessus devra préalablement être soumise, pour accord, au maître d'Ouvrage.

6.3 ORDRES DE SERVICES

Les travaux sont exécutés par le titulaire sous la direction du maître d'œuvre, conformément aux ordres de services, plans et dossiers remis. Il ne pourra exécuter que les travaux qui lui sont prescrits.

L'ordre de service général de démarrage des travaux sera délivré par le pouvoir adjudicateur. Il sera porté à la connaissance de tous les lots.

Les ordres de services prescrivant des modifications ou entraînant des suppléments de prix définitifs seront obligatoirement visés, pour accord, par le pouvoir adjudicateur.

6.4 PROLONGATION DU DÉLAI GLOBAL D'EXÉCUTION

Conformément à l'article 18.2.3 du CCAG, si le nombre de jours réels d'intempéries est supérieur au nombre de jours prévus à l'article 6.1 ci-avant, le délai d'exécution sera prolongé par ordre de service qui en précise la durée.

Seront comptés comme jours d'intempéries, les jours indemnisés au titre du chômage intempérie par la Caisse des Congés Payés du Bâtiment et des TP, justifiés par la production des feuillets « B ».

Ne seront pas prises en considération les journées où l'arrêt de chantier sera inférieur à 2 heures dans la journée, ou si le titulaire avait pu conserver au moins 1/3 des effectifs moyens présents sur le chantier à des activités secondaires.

Les arrêts de travail inférieurs à 4 heures ne seront pris en considération que pour une demi-journée.

L'effectif moyen sera déterminé en fonction de l'effectif présent sur le chantier au cours de la semaine précédant l'arrêt pour intempéries.

Chaque semaine, le maître d'œuvre fera connaître par écrit au maître d'ouvrage les dates et nombre de journées indemnisées au titre des articles L5424-6 à L5424-19 du Code du travail.

Par dérogation à l'article 18.2 du CCAG, toute prolongation du délai global d'exécution fera l'objet d'un avenant ou d'un ordre de service, à soumettre à l'approbation du pouvoir adjudicateur.

6.5 PÉNALITÉS

6.5.1 Pénalités et retenues

Précision sur la notion de retenue :

Au cas où le chantier serait complètement terminé dans les délais impartis, avec respect des différentes obligations et des exigences de qualité définies par le Maître d'ouvrage, celui-ci pourra décider de restituer les retenues visées ci-dessous, partiellement ou totalement, en fonction notamment de l'ampleur des réserves constatées en phase de réception ou encore de l'impact des manquements à l'origine des retenues appliquées.

Si les retards partiels ont eu des impacts sur les autres travaux de l'ouvrage, les retenues de retard sur situations seront confirmées et constitueront des pénalités venant en déduction du décompte général définitif, y compris si le titulaire du lot a achevé ses prestations dans le délai lui étant imparti.

Les retenues sont opérées sur le dernier décompte mensuel. Elles sont appliquées sans mise en demeure préalable

Précision sur la notion de pénalité :

Les pénalités seront directement appliquées, et de façon définitive. Elles pourront donner lieu à l'émission d'un titre de recette, en cas notamment de décompte général négatif.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du C.C.A.G.-Travaux, toute pénalité est due et recouvrée dès le 1^{er} euro, peu importe que le montant total des pénalités dues par le titulaire soit inférieur à 1000 €.

Par dérogation à l'article 19.2.1, 19.2.2 et 19.2.4 du CCAG, les montants de toutes les retenues ou pénalités visées ci-dessous sont fermes, c'est à dire non soumises à variation pour toute la durée du marché, sont nettes de taxe et applicables sans mise en demeure préalable. Par ailleurs, ces pénalités ne sont soumises à aucun plafonnement de montant. Enfin, ces pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable et sans demande d'observation au titulaire.

6.5.2 Retenue pour retard

Des retenues pour retard fixées à 200 € par jour, seront appliquées par rapport aux délais de chaque lot si des retards sont constatés aussi bien en ce qui concerne l'avancement des travaux que pour la remise des études, des plans de réservation, des prototypes ou des échantillons demandés par le maître d'œuvre, etc.

De même, ces retenues provisoires seront appliquées en cas de retard sur le début d'intervention prévu au calendrier détaillé d'exécution.

Ces retenues provisoires pourront être levées dans les conditions ci-avant définies.

6.5.3 Pénalités de retard

En cas de retard dans l'exécution des travaux, par dérogation à l'article 19 du CCAG, il sera appliqué au titulaire, sans mise en demeure préalable, par jour calendaire de retard (dimanches et jours fériés compris), une pénalité de 1/3000ème du montant du marché de son lot, éventuellement augmentée ou diminuée du montant des avenants s'y rapportant, avec un montant minimum de 500 € par jour calendaire.

La répartition des retards constatés entre les différents lots concernés est effectuée par le maître d'œuvre.

Dans le cas où le titulaire serait empêché d'intervenir dans le cadre de son délai contractuel, il devra le faire connaître au maître d'œuvre et au pouvoir adjudicateur dans les 48 heures afin que ceux-ci puissent prendre toutes dispositions utiles.

6.5.4 Primes d'avance

Une avance sur le calendrier détaillé d'exécution ou sur le délai global d'exécution ne donnera droit à aucune prime.

6.5.5. Autres pénalités et retenues

6.5.5.1 Pénalité pour absences ou retards au rendez-vous de chantier

Les rendez-vous de chantier auront lieu régulièrement chaque semaine, au jour et à l'heure fixés par le maître d'œuvre et / ou l'OPC.

Les rendez-vous pourront éventuellement être complétés par des réunions de coordination, de synthèse et de mise au point à la demande du maître d'œuvre, de l'OPC ou du maître d'ouvrage.

Dès notification de son marché, le titulaire est tenu d'assister aux rendez-vous de chantier ou de se faire représenter par une personne compétente, capable de prendre des décisions et d'engager l'entreprise.

Toute entreprise non représentée ou non excusée aux rendez-vous de chantier ou de coordination se verra appliquer une pénalité d'un montant de 100 € par absence.

Tout retard de plus d'une demi-heure et tout départ anticipé et non autorisé par le maître d'œuvre sera considéré comme une absence.

Ces pénalités seront comptabilisées en fin de chantier et retenues sur le décompte définitif du lot intéressé, sur la base des comptes-rendus de chantier.

6.5.5.2 Pénalité pour absence à une réunion CISSCT

Pénalité pour absence à une réunion CISSCT pour un titulaire convoqué par le coordonnateur SPS : 200€ par absence.

6.5.5.3 Pénalité pour absence de réponse

Pénalités pour absence de réponse sous 8 jours calendaires aux courriers, visas, avis, demande de chiffrage associé à une FTM, ou demandes urgentes indiquées dans le registre journal du CSPS, de la Maîtrise d'œuvre ou du bureau de contrôle demandant une réponse au titulaire : 100 € jour calendaire de retard.

6.5.5.4 Pénalités pour retard dans le nettoyage du chantier

Pénalité pour non-respect d'une demande de nettoyage par l'OPC ou le maître d'œuvre pour les besoins du chantier et relevant des obligations du titulaire concerné : 150 € par jour calendaire de retard par rapport au délai accordé par l'OPC dans sa demande.

6.5.5.5 Pénalité pour manquement au respect des règles de sécurité

Pénalité pour inobservation d'une obligation concernant la sécurité et la protection de la santé dûment constaté par le MOA, le MOE ou l'OPC : 200 € par inobservation

6.5.5.6 Pénalité pour non-respect du PIC

Pénalité en cas de non-respect du PIC (zones de stockage, respect des accès de livraison, stationnement dans une zone autorisée pour le chantier) : 50 € par infraction ou 50 € par jour calendaire en cas de persistance de l'infraction au-delà d'une journée

6.5.5.7 Pénalité pour non-remise du plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) par le titulaire et ses sous-traitants

Pénalité pour non-remise du plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.) par le titulaire ou ses sous-traitants dans le délai de 30 jours à compter de l'inspection commune : pénalité de 100 € par jour calendaire de retard.

Il est rappelé qu'aucune intervention du titulaire ou d'un sous-traitant n'est possible avant la remise du P.P.S.P.S.

6.5.5.8 Pénalités pour retard dans la levée des réserves

Pénalité pour tout retard constaté dans la levée des réserves, au-delà du délai accordé au titulaire dans les documents de réception : 500 € par jour calendaire de retard.

Cette pénalité est applicable jusqu'à la levée de l'ensemble des réserves.

6.5.5.9 Pénalités pour retard dans la remise des décomptes définitifs

Pénalité en cas de retard dans la remise du décompte définitif : 1/1000^{ème} du montant de ce décompte.

Ces pénalités sont appliquées après un ordre de service ou un courrier RAR rappelant au titulaire ses obligations, et sont calculées depuis la date limite fixée par ce rappel, jusqu'à la remise effective du projet de décompte attendu.

De plus, en application de l'article 12.3.4 du CCAG, le décompte final pourra, après mise en demeure restée sans effet, être établi d'office par le maître d'œuvre aux frais du titulaire.

Dans ce cas, les pénalités courent jusqu'à la date d'établissement d'office du décompte final par le maître d'œuvre.

6.5.5.10 Pénalité pour non-respect des surfaces construites

Le titulaire est tenu de respecter scrupuleusement les surfaces des ouvrages qui lui incombent, indiquées dans tous les plans de conception qui lui sont remis.

Le titulaire aura 2 mois à compter de la notification du marché pour valider les surfaces par un mesurage réalisé par un Géomètre-Expert.

Pour le cas où les surfaces effectivement réalisées seraient, pour des raisons imputables à l'Entreprise, inférieures aux relevés de géomètre de référence, et au-delà d'une tolérance de 0,5%, il sera appliqué au titulaire une pénalité de 5000 € par m² manquant.

Pour le cas où le nombre de places de stationnement effectivement réalisées seraient, pour des raisons imputables à l'Entreprise, inférieures au nombre de places prévues dans le projet, il sera appliqué au titulaire une pénalité de 50 000 € par place manquante.

6.5.5.11 Clôture de chantier, repliement des installations et remise en état

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le titulaire procède à la clôture du chantier, au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier, en particulier en ce qui concerne les conditions éventuellement décrites au présent C.C.A.P.

En cas de défaut de clôture de chantier, de non-réparation des clôtures détériorées dans les 24 heures suivant constat, et en cas de tout autre retard dans le dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements, une pénalité de 250 € par jour calendaire de retard sera appliquée.

Par ailleurs, le maître d'ouvrage se réserve également la possibilité de faire réaliser la prestation aux frais et risques du titulaire responsable du manquement lorsque les travaux ne sont pas réalisés dans le délai prescrit.

6.5.5.12 Tout manquement aux exigences contractuelles

Une pénalité de **250 €** par jour calendaire de retard sera appliquée pour tout manquement constaté, étant précisé que la pénalité sera applicable à compter du constat du manquement et aussi longtemps que le manquement ne sera pas solutionné.

6.5.5.13 Non-restitution des clés de l'établissement

Le titulaire subira une pénalité de 500 € pour non-retour des clefs de l'établissement ou des badges d'accès après les travaux.

6.5.5.14 Retenues

Absence d'information sur le remplacement des personnels d'encadrement affectés aux travaux n'étant plus en mesure d'accomplir les tâches qui leur sont affectées comme le stipule l'article 1.4 du présent C.C.A.P : retenue de 150 € par jour calendaire de retard ;

Non prise en compte des demandes d'intervention portées sur les comptes-rendus de chantier établies pendant les travaux jusqu'à, et, y compris, la réception : retenue de 150 € par jour calendaire de retard ;

En cas de non remise de documents ou objet demandés ou imposés dans le cadre du CCAG Travaux, ou demandés par l'un des intervenants du chantier (notamment maître d'œuvre, maître d'ouvrage, Coordinateur Sécurité et Protection de la Santé, Contrôleur Technique, etc.) dans les délais contractuels ou délais fixés en cours de chantier : retenue de 300 € par jour calendaire de retard et par document ou objet non remis ;

Non remise des éléments du dossier des ouvrages exécutés (D.O.E.) complet et définitif, tel que visé à l'article 40 du CCAG : retenue de 250 € par jour de retard. La retenue sera libérée jusqu'à la présentation des documents et après validation du maître d'œuvre. Si des documents demeurent manquants à la date d'établissement du décompte général, les retenues deviennent définitives.

Non remise des plans d'exécution dans le délai fixé au mémoire technique : retenue de 150 € par jour calendaire de retard.

6.5.5.15 Autres pénalités après réception

Conformément aux articles 41.5 et 41.6 du C.C.A.G.-Travaux, lorsque la réception est assortie de réserves (pour imperfection/malfaçons ou pour non-façons) et que les travaux ne sont pas réalisés dans le délai prescrit, le maître de l'ouvrage peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire après mise en demeure restée infructueuse

7. AJOURNEMENT ET INTERRUPTION DES TRAVAUX

Par dérogation à l'article 53.1.1 du CCAG Travaux, le titulaire n'aura pas droit au versement d'indemnités en cas d'ajournement ou d'interruption de ses travaux du fait du titulaire d'un autre lot ou d'un intervenant extérieur au chantier (par exemple ENEDIS, CLEA, etc.) ou pour toute autre cause.

Des discussions pourront cependant avoir lieu avec le maître d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre afin de convenir, à titre exceptionnel, d'une indemnisation qui prendrait en compte les surcoûts éventuels en termes de matériels et/ou de fournitures qui seraient liés au différé des travaux.

8. CARACTÉRISTIQUES DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

8.1 PROVENANCE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Il est rappelé à ce sujet que, sauf dans le cas où le maître d'œuvre ou le maître de l'ouvrage aurait accepté, lors de l'appel d'offres, des matériaux ou produits différents de ceux dont la référence figure au CCTP, ce sont les matériaux ou produits prévus au CCTP qui doivent obligatoirement être mis en œuvre, ou équivalent.

8.2 CARACTÉRISTIQUES - QUALITÉS - VÉRIFICATIONS - ESSAIS ET ÉPREUVES DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Chaque titulaire doit effectuer à ses frais les tranchées, trous, percements, scellements et raccords nécessaires à la réalisation de ses ouvrages, sauf :

- Dans le cas où des plans de réservations ont été remis durant la période de préparation (ou aux dates fixées pour la remise des études techniques). Les scellements et les raccords restant dans tous les cas aux frais de chaque Titulaire ;
- Dans le cas où des dispositions contraires seraient portées au CCTP.

Dans le cas où les travaux ou réservations n'auraient pu être effectués en temps voulu en raison du retard d'un titulaire, ceux-ci seraient exécutés aux frais du titulaire défaillant.

De même, si le titulaire d'un autre lot doit effectuer des tranchées, trous, percements, scellements ou raccords dus au titre du marché d'un autre titulaire, ceux-ci seront exécutés aux frais du titulaire défaillant.

L'imputation financière de ces travaux, exécutés aux frais du titulaire défaillant, est faite au sein du dernier décompte mensuel de ce titulaire, ou à défaut au sein du décompte général.

Les tranchées, trous, percements, scellements ou raccords intéressant des parties d'ouvrages en béton armé, précontraint ou charpente métallique, devront être exécutés obligatoirement par les titulaires responsables des travaux de béton armé, précontraint ou charpente métallique. Les frais consécutifs à ces travaux seront réglés conformément aux prescriptions précisées ci-avant.

8.3 ÉCHANTILLONS

Les titulaires devront soumettre à l'approbation du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre les échantillons de matériaux et matériels qu'ils comptent mettre en œuvre. Les échantillons ou spécimens seront livrés sur le chantier, réceptionnés et stockés sous la responsabilité de chaque titulaire.

Dans le délai prévu au planning d'exécution, les entreprises déposeront dans un local réservé à cet effet, les échantillons, documentations, avis techniques, procès-verbaux d'essais, etc., conformes au CCTP. Les échantillons seront étiquetés et un répertoire sera remis au maître d'œuvre. Ils seront conservés jusqu'à la réception.

8.4 LOCAUX ET FAÇADES TÉMOINS

Sans objet.

9. IMPLANTATION DES OUVRAGES

Aucune stipulation particulière.

10. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

10.1 PÉRIODE DE PRÉPARATION – PROGRAMME D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

Il est fixé une période de préparation de 1 mois. Cette période de préparation commence à courir à compter de l'ordre de service général de démarrage des travaux.

Cette période de préparation pourra être prolongée ou réduite sur décision du MOA et par ordre de service.

Il est procédé, en particulier au cours de la période de préparation aux opérations énoncées ci-après, à la diligence respective des parties contractantes :

Par les soins de l'entité en charge de la mission OPC, en liaison avec les entreprises :

- La mise au point du calendrier détaillé d'exécution, étant entendu que celui-ci devra être remis au pouvoir adjudicateur, signé par tous les titulaires de lot 10 jours au moins avant la fin de la période de préparation. Ce calendrier sera présenté sous la forme d'un « calendrier à barres » avec une ligne par lot;
- La fixation des dates de remise des études techniques ;
- L'organisation du chantier.

Par les soins des titulaires des différents lots, en liaison avec le maître d'œuvre :

- Projet des installations de chantier ;
- Établissement et présentation de plans EXE, notes de calculs et études de détail à la charge des entreprises, nécessaires pour le début des travaux ;
- Établissement du ou des plans de réservations ;
- Transmission du plan particulier de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lorsqu'il est requis.

Comme indiqué en 1.3.3 ci-avant, la coordination sera assurée par l'OPC. Par conséquent, les titulaires n'ont pas à prévoir de frais à ce titre.

10.2 PLANS D'EXÉCUTION – NOTES DE CALCULS – ÉTUDES DE DETAILS

Le titulaire soumettra pour approbation au maître d'œuvre, au Bureau de contrôle, ainsi qu'au pouvoir adjudicateur pour information, les plans d'exécution et notes de calcul des ouvrages établis à partir des plans de conception établis et fournis par le maître d'œuvre.

Aucun ouvrage ne pourra être exécuté avant apposition du VISA par le maître d'œuvre sur les documents correspondants.

Ces échanges et validations se feront au sein de la plateforme collaborative sur Internet GESPRO choisie par le Maître d'ouvrage, assurant la validation des documents, la garantie de leur authenticité et le respect des délais. L'utilisation de cette plateforme est obligatoire pour tous les intervenants.

10.3 CELLULE DE SYNTHÈSE

La mission de synthèse des plans d'exécution des lots techniques est confiée au lot Chauffage – Ventilation – Climatisation – Plomberie.

La mission du chargé de synthèse est de s'assurer pendant la phase d'études d'exécution, de la cohérence spatiale des éléments d'ouvrage émanant des études d'exécution de tous les corps d'états, dans le respect des dispositions contractuelles architecturales, techniques, d'exploitation et de maintenance du projet et se traduisant par les plans de synthèse produits dans des délais arrêtés avec le coordinateur OPC.

Ces plans représentent, au niveau du détail d'exécution, sur un même support, l'implantation des éléments d'ouvrage, des équipements et des installations.

Toutes les entreprises participent à la cellule de synthèse suivant demandes du titulaire de la mission de synthèse.

Tous les frais s'y rapportant, et notamment la participation aux réunions, études et production de plans, sont réputés inclus dans le prix global et forfaitaire.

10.4 MESURES D'ORDRE SOCIAL – APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL

Application de la réglementation en vigueur conformément aux dispositions du Code du travail.

10.5 ORGANISATION - SÉCURITÉ ET HYGIÈNE DU CHANTIER

D'une façon générale, il est fait obligation aux titulaires de référer au maître d'Œuvre avant tout travail pouvant créer une gêne ou une nuisance particulière pour les patients ou le personnel de l'établissement.

Compte tenu de la nature de l'activité de l'Établissement, le maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de demander à tout moment, pour raisons impérieuses, de faire exceptionnellement cesser les nuisances notamment sonores.

Le titulaire du lot « gros œuvre » est chargé, sous la direction du maître d'œuvre, de l'organisation collective du chantier.

Le titulaire du lot « gros œuvre » est également chargé de la gestion des dépenses communes et de la fourniture, mise en service et entretien des dispositifs de sécurité jusqu'à la fin des travaux tous corps d'état. Il est toutefois rappelé à ce sujet que chaque entreprise demeure responsable de ses propres dispositifs de sécurité.

10.6 REPARTITION DES DEPENSES COMMUNES

La répartition de ces dépenses est différente selon qu'il s'agit de dépenses d'investissement, d'entretien ou de consommation.

10.6.1 Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement et prestations dues par chaque titulaire sont précisées dans le PGC et le CCTP COMMUN avec en particulier la NOC en annexe 1.

10.6.2 Dépenses d'entretien

Les dépenses d'entretien des installations indiquées ci-avant à l'article 10.5 (y compris les frais de location éventuels) sont réputées rémunérées par les prix du lot correspondant, étant précisé qu'incombent au lot « Gros Œuvre » :

- Les charges temporaires de voirie et de police ;
- Les frais de gardiennage et de fermetures provisoires des bâtiments ;

Pour le nettoyage du chantier :

- Chaque entreprise doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont elle est chargée ;
- Chaque entreprise a la charge de l'évacuation de ses propres déblais jusqu'aux lieux de stockage fixés par le maître d'œuvre, sur proposition de l'entreprise de gros œuvre ;
- Chaque entreprise a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'elle aura salies ou détériorées ;
- Le titulaire du lot « gros œuvre » a la charge de l'enlèvement des déblais stockés et de leur transport aux décharges publiques

Dépenses de consommation

Font l'objet d'une répartition proportionnelle dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge d'un titulaire ou d'un groupement déterminé, les dépenses indiquées ci-après :

- Consommation d'eau, d'électricité et de téléphone ;
- Frais d'exploitation des ascenseurs de chantier ;

- Frais de préchauffage comprenant conduite de l'installation et fourniture du fluide (la fourniture du fluide est due au titre des dépenses communes même en cas de commande par le pouvoir adjudicateur pour satisfaire aux demandes des entreprises) ;
- Frais de remise en état des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable ;
- Frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés dans les cas suivants :
 - L'auteur des dégradations ou des détournements ne peut être découvert ;
 - Les dégradations ou les détournements ne peuvent être imputés au titulaire d'un lot déterminé ;
 - La responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers ;
- Nettoyage du chantier sur ordre du maître d'œuvre en cas d'insuffisance ;
- Photos de chantier ;
- Nettoyage de réception par entreprise spécialisée sous la responsabilité du maître d'œuvre ;

Le titulaire du lot « Gros Œuvre » assure la gestion du compte prorata.

Il procédera au règlement des dépenses correspondantes mais pourra demander des avances aux autres titulaires de lot. Il effectuera en fin de chantier la répartition desdites dépenses proportionnellement au montant du décompte final de chaque entreprise.

Dans cette répartition, l'action du maître d'œuvre se limitera à jouer le rôle d'arbitre dans le cas où les titulaires lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

Le maître d'ouvrage n'a en aucun cas la charge de la gestion de ces dépenses et de la gestion du compte prorata établi pour la gestion des dépenses communes de chantier.

10.7 SECURITE ET HYGIENE

Les mesures particulières ci-après concernant la sécurité et l'hygiène sont prises par le titulaire lot « gros œuvre ».

10.7.1 Locaux pour le personnel

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur le plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

Ces locaux comprennent des vestiaires, des douches, des sanitaires et des lieux de restauration bénéficiant de l'éclairage naturel ; leurs normes sont au moins égales en nombre et en qualité à celles des règlements et des conventions collectives en vigueur.

Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

10.7.2 Coordination en matière de sécurité

L'opération est soumise aux obligations prévues par le Code du travail, relatives à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...) le coordonnateur SPS aura autorité pour prendre toutes mesures appropriées y compris pour faire interrompre les travaux. Les frais qui pourraient en découler seront imputés à ou aux entreprises qui n'auraient pas respecté les prescriptions en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est joint au dossier d'appel d'offres.

Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) doit être établi par les entreprises intervenantes :

- Pour toute opération soumise à un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS). Il est adressé au coordonnateur désigné
- Dans le cas d'un chantier clos et indépendant sans coordonnateur sur lequel n'intervient qu'une entreprise (en l'absence de tout sous-traitant et de tout travailleur indépendant). Dans ce cas, le plan est adressé directement au maître d'ouvrage

Son contenu est précisé aux articles R 4532-63 à R 4532-74 du code du travail.

Un collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail sera constitué durant la période de préparation.

Ce collège sera présidé par le coordonnateur.

Le collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail a pour mission, notamment de vérifier que les dispositions convenues ont été respectées, notamment celles prescrites par le coordonnateur. Le collège doit en particulier veiller aux mesures communes de sécurité, de santé et des conditions de travail concernant la médecine du travail, les premiers secours aux accidentés ou aux malades, et la protection contre les dangers électrique et d'incendie.

Le collège interentreprises se réunit périodiquement et, au minimum, tous les trois mois, à l'initiative du coordonnateur.

Chacun des titulaires supportera les dépenses entraînées par cette organisation collective à proportion du décompte final de son marché par rapport à la somme des décomptes finals de tous les marchés concernés.

10.8 GARDE DU CHANTIER EN CAS DE DEFAILLANCE D'UN TITULAIRE

Si un marché, autre que celui du titulaire visé en 8.41 ci-avant, est résilié par application des articles 50.1 ou 52 du CCAG, le titulaire visé en 8.41 ci-avant doit assurer la garde des ouvrages, approvisionnements et installations réalisées par le titulaire défaillant et ce jusqu'à désignation d'un nouvel Titulaire.

Dans la mesure où cette résiliation du marché entraîne l'arrêt du chantier, les frais de garde évoqués ci-dessus sont provisoirement réglés par le pouvoir adjudicateur.

11. INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER

11.1 INSTALLATIONS DE CHANTIER

Conformément à l'article 31.1 C.C.A.G.-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

11.2 EMPLACEMENTS MIS A DISPOSITION POUR DEBLAIS

Aucun lieu de dépôt des déblais en excédent n'est mis à disposition du titulaire qui devra prendre en charge l'ensemble des sujétions à cette contrainte et indiquer au maître d'ouvrage les moyens mis en œuvre pendant la période de préparation.

11.3 SIGNALISATION DES CHANTIERS

Conformément à l'article 31.6 du C.C.A.G Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

11.4 APPLICATION DE REGLEMENTATIONS SPECIFIQUES

Sans objet.

12. DISPOSITION PARTICULIÈRES A L'ACHÈVEMENT DES TRAVAUX ET DU CHANTIER

12.1 REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ÉTAT DES LIEUX

À la fin des travaux, dans le délai contractuel, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire après mise en demeure non suivi d'effet, sans préjudice d'application de la pénalité prévue à l'article 6.5.5.11 ci-avant.

12.2 GESTION DES DÉCHETS DE CHANTIER

Par dérogation à l'article 36.1 du C.C.A.G.-Travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du titulaire en tant que «producteur» de déchets. Cela concerne notamment les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

Le titulaire doit se conformer au CCTP COMMUN avec en particulier la NOC en annexe 1, à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation des déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

13. CONTRÔLES ET RÉCEPTION DES TRAVAUX

13.1 ESSAIS ET CONTRÔLES

Les essais et contrôles des matériaux et produits seront effectués dans les conditions définies à l'article 24 du CCAG par les laboratoires ou bureaux de contrôle désignés par le maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 38 du CCAG, les essais et contrôles supplémentaires effectués à la demande du pouvoir adjudicateur seront supportés par le titulaire si les résultats de ces essais ou contrôles lui sont défavorables.

Afin de prévenir les aléas techniques découlant d'un mauvais fonctionnement des installations, les entreprises devront effectuer au minimum, avant réception des ouvrages, les essais et vérifications figurant sur le document technique COPREC n° 1 intitulé "CONTRÔLE TECHNIQUE DU TYPE A", octobre 1998 (voir *Moniteur* n°4954 de novembre 1998), dans la mesure où ils s'appliquent aux installations concernées.

Les résultats de ces vérifications et essais devront être consignés dans des procès-verbaux établis suivant les modèles figurant dans le document technique n° 2 octobre 1998 (voir *Moniteur* du 17.12.82, supplément spécial 82.51 bis), qui devront être envoyés pour examen au Bureau de contrôle en deux exemplaires. Ce dernier adressera au maître d'ouvrage, avant la réception des travaux, un rapport explicitant les avis portés sur les procès-verbaux mentionnés ci-dessus.

13.2 RÉCEPTION TOTALE – RÉCEPTION PARTIELLE

13.2.1 Dispositions applicables à la réception

Chaque titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés : le maître d'œuvre aura à charge de provoquer les opérations de réception lorsque l'ensemble des travaux sera achevé.

Postérieurement à cette action, la procédure de réception se déroule simultanément pour tous les lots considérés, sauf en cas d'impossibilité de réceptionner un ou plusieurs lots.

Par dérogation à l'article 41.1.2 du C.C.A.G.-Travaux, dans le cas où le maître d'œuvre n'a pas arrêté la date des opérations préalables à la réception dans le délai fixé, le maître d'ouvrage fixe lui-même cette date, au plus tard, dans les 60 jours qui suivent la réception de la lettre adressée par le titulaire.

Par dérogation à l'article 41.1.3 du C.C.A.G.-Travaux, à défaut de fixation par le maître d'ouvrage de la date des opérations préalables à la réception, la réception des travaux est réputée acquise à l'expiration du délai de 60 jours susmentionné.

13.2.2 Réception totale

En application de l'article 42 du CCAG, la réception sera prononcée à l'achèvement des travaux pour chaque phase de tous les lots énumérés en 1.2.2 ci-avant.

Dès l'achèvement de l'ensemble des travaux, conformément à l'article 41 du CCAG les entreprises en aviseront simultanément par écrit le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre.

En application de l'article 41.1 du CCAG, le maître d'œuvre procédera, dans les 20 jours à compter de la réception de l'avis mentionné ci-avant, et en présence des titulaires, aux opérations préalables à la réception et en dressera procès-verbal.

En application de l'article 41.2 du CCAG, le maître d'œuvre, dans un délai de 5 jours suivant la date du procès-verbal ci-dessus mentionné, fera connaître aux Titulaires s'il a ou non proposé au pouvoir adjudicateur de prononcer la réception des travaux et, dans l'affirmative, la date d'achèvement des travaux qu'il a proposé de retenir, ainsi que les réserves dont il a proposé d'assortir la réception.

Par dérogation à l'article 41.3 du CCAG, le pouvoir adjudicateur, sur proposition du Maître d'œuvre, notifiera aux titulaires, dans les 45 jours suivant la date du procès-verbal mentionné ci-dessus, si la réception est prononcée, si elle est prononcée avec réserve, ou si elle est ajournée.

Si la réception est prononcée ou réputée comme telle, elle prend effet à la date fixée pour l'achèvement des travaux.

Pour chaque marché concerné, la réception ne pourra être prononcée qu'à l'appui des attestations de conformité visées par le CONSUEL.

Conformément à l'article 41.4 du CCAG, si des épreuves ou vérifications ne peuvent être faites qu'à certaines périodes de l'année, la réception sera prononcée sous la réserve que ces essais soient concluants dès qu'ils pourront être réalisés de façon significative.

En application de l'article 41.6 du CCAG, lorsque la réception a été prononcée avec réserve, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur au sein du procès-verbal de réception (EXE 6).

Au cas où ces travaux n'auraient pas été réalisés dans le délai prescrit, le pouvoir adjudicateur peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire. En application de l'article 41.7 du CCAG, si certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du marché, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, le pouvoir adjudicateur peut, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que présenterait la mise en conformité, renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer à le titulaire une réfaction sur les prix.

Si le titulaire accepte la réfaction, les imperfections qui l'ont motivé se trouvent couvertes de ce fait et la réception est prononcée sans réserve. Dans le cas contraire, le titulaire demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

13.2.3 Réception partielle

En cas de prise de possession par le maître d'ouvrage, avant l'achèvement de l'ensemble des travaux, de certains ouvrages ou parties d'ouvrages, celle-ci doit être précédée d'une réception partielle.

La réception partielle s'opère dans les conditions fixées à l'article 42 du CCAG Travaux sous les réserves suivantes :

La réception partielle est notifiée par ordre de service ou par courrier RAR.

Pour les tranches de travaux, ouvrages ou parties d'ouvrages ayant donné lieu à une réception partielle, le délai de garantie court à compter de la date d'effet de cette réception partielle.

Les stipulations relatives à la libération des sûretés ne sont applicables qu'à l'expiration du délai de garantie de l'ensemble des travaux.

13.3 DOCUMENTS FOURNIS APRÈS EXÉCUTION

Le titulaire devra remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du C.C.A.G.-Travaux.

Par dérogation à l'article 40 du C.C.A.G Travaux, le titulaire devra remettre au maître d'œuvre pour vérification un premier exemplaire de son dossier de récolement au complet, **au plus tard le jour des opérations préalables à la réception** des travaux par phase, avec tous les éléments constitutifs du DOE.

Après vérification par la maîtrise d'œuvre, le titulaire devra remettre la version définitive en **1 exemplaire au format papier et 1 exemplaire sous format dématérialisé** (sur support numérique type lien de téléchargement, comme précisé dans les pièces particulières), le reste des modalités de remise des documents applicables sont ceux prévus par ce même article.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés sera remis au coordonnateur S.P.S. pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (D.I.U.O.).

14. GARANTIES ET ASSURANCES

14.1 GARANTIE

14.1.1 Garantie de parfait achèvement

Conformément à l'article 44.1 du CCAG, le délai de garantie est fixé à 1 an à compter de la date d'effet de la réception. Durant le délai de garantie, le titulaire est tenu à "l'obligation de parfait achèvement" des ouvrages exécutés.

Au titre de cette obligation, il doit en particulier :

- Exécuter les travaux de finition, de levées des réserves ou de reprises demandés lors de la réception
- Remédier à ses frais à tous les désordres dont les causes lui sont imputables, et qui se produiraient durant le délai de garantie, de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état où il se trouvait lors de la réception ou après reprises des imperfections constatée

14.1.2 Garantie décennale des constructeurs

En application des articles 1792 à 1792-4-3 et 2270 modifié du Code civil, les travaux réalisés sont soumis à une garantie de 10 ans pour les ouvrages et les éléments d'équipement faisant indissociablement corps avec les ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos et de couvert.

14.1.3 – Garantie de bon fonctionnement

Les autres éléments d'équipement réalisés par le titulaire sont soumis à une garantie de bon fonctionnement de 2 ans.

Il est précisé que le point de départ des garanties visées ci-avant en 9.4.3 est la date d'effet de la réception.

14.2 ASSURANCES

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et, avant tout commencement d'exécution, le titulaire ainsi que les sous-traitants désignés dans le marché doivent justifier, en complément des dispositions de l'article 8 du CCAG, qu'ils sont titulaires :

- D'une assurance responsabilité professionnelle garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux
- D'une assurance responsabilité décennale couvrant les responsabilités résultant les principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792.2 et 2270 du Code civil

Il conviendra que les attestations de ces garanties soient fournies, et qu'elles portent mention du montant plafond des garanties et du montant des franchises.

Il est précisé que, pendant la durée des travaux, le titulaire est tenu responsable des détournements et dégradations de tous ordres occasionnés à ses ouvrages et matériaux approvisionnés. Sa responsabilité demeure engagée jusqu'à la réception de ses travaux.

À cet effet, il devra contracter une assurance dommage aux biens meubles, assurance contre le vol, l'incendie et les dégâts des eaux, garantissant - aussi bien pour le compte du maître de l'ouvrage que pour le sien - les ouvrages et matériaux approvisionnés, sans aucune franchise.

14.3 DOMMAGES AUX TIERS

Le titulaire du marché supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature dans la réalisation desquels les travaux et prestations objet du marché seraient impliqués et qui pourraient être causés à des tiers, y compris ses sous-traitants et les autres entreprises intervenant sur le même chantier pour son compte.

Tant la réception des travaux, y compris sans réserve, que l'établissement du décompte général et définitif, ne mettent un terme à cette responsabilité du titulaire du marché pour les dommages, apparents ou non, connus ou non, postérieurs ou antérieurs à la réception, causés aux tiers et résultant des travaux et prestations qu'il a réalisés.

Le titulaire du marché s'engage, en conséquence, à supporter la responsabilité et à garantir, à raison des dommages visés à l'alinéa ci-avant, le maître de l'ouvrage (ou son mandataire, ses représentants ou son personnel), contre tout recours qui pourrait être exercé à son encontre de ce chef, à les indemniser de la totalité des préjudices résultant pour eux des faits susmentionnés et à renoncer à exercer contre eux, y compris leurs éventuels assureurs, toute action ou réclamation.

Cette clause s'éteint au terme de dix années après la date de réception des travaux.

Bureau de contrôle

Les travaux faisant l'objet de l'opération définie en 1.1 ci-avant sont soumis obligatoirement au contrôle technique encadré par les articles R 111-38 à R 111-42 du Code de la construction et de l'habitation.

Les honoraires du Bureau de contrôle seront à la charge du maître de l'ouvrage et ne seront donc pas à inclure dans les prix du titulaire.

Il est à noter toutefois qu'en application de l'article 3.3.1 du présent CCAP, les frais d'obtention du CONSUEL, et notamment ceux relatifs à la vérification initiale pour mise sous tension sont à la charge du lot Électricité.

Installations et engins de chantier

Chaque titulaire fera son affaire personnelle de la souscription des assurances relatives aux biens et équipements lui appartenant ou placés sous sa garde, utilisés pour la réalisation de son marché et non destiné à être incorporés dans les ouvrages réalisés.

Il veillera notamment à ce que les véhicules terrestres à moteur et remorques (attelées ou non) soient assurés conformément à la législation en vigueur et que ceux-ci soient garantis lorsqu'ils fonctionnent comme outils en dehors de toutes circulations.

15. RÉSILIATION DU MARCHÉ

Il sera fait application des dispositions du CCAG travaux, sauf l'article 50.2.1, sous réserve des précisions ci-après.

15.1 RÉSILIATION POUR MOTIF D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché, en tout ou partie, pour un motif d'intérêt général, sans qu'il y ait faute du titulaire, en dehors des cas de décès, incapacité civile, redressement ou liquidation judiciaire, incapacité physique, ainsi que des cas développés ci-après (*résiliation aux torts du titulaire avec mise en demeure, et résiliation aux torts du titulaire sans mise en demeure*).

Par dérogation à l'article 50.4 du CCAG, la résiliation pour motif d'intérêt général n'ouvre pas droit au versement d'une indemnité de résiliation, ni au versement d'une indemnité liée aux frais et investissements éventuellement engagés pour le marché qui n'auraient pas été pris en compte dans le montant des prestations payées.

15.2 AUTRES CAS DE RÉSILIATION N'OUVRANT PAS DROIT À INDEMNITÉ

Aucune indemnité ne sera due au titulaire ou ses ayants droits dans les cas suivants :

- Décès ou incapacité civile ;
- Décès ou incapacité civile ;
- Redressement judiciaire ou liquidation judiciaire : le marché pourra être résilié dans les conditions prévues par les articles L 620 et suivants du code de commerce ;
- Incapacité physique manifeste et durable du titulaire compromettant la bonne exécution du marché.

15.3 RÉSILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE AVEC MISE EN DEMEURE

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, lorsque :

- Le titulaire contrevient aux obligations de la législation ou de la réglementation du travail ainsi que celles fixées aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 du Code du travail ;
- Le titulaire contrevient aux obligations de la législation ou de la réglementation portant sur la protection de l'environnement ;
- Le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels, après que le manquement ait fait l'objet d'une constatation contradictoire et d'un avis du maître d'œuvre. La résiliation pourra être soit simple, soit aux frais et risques du titulaire ;
- Le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives ou réglementaires relatives à la sous-traitance, ou il ne respecte pas les obligations mentionnées à l'article 3.6 du CCAG travaux ;
- La mise en demeure est notifiée par écrit. Elle est assortie d'un délai de 15 jours pendant laquelle le titulaire devra satisfaire à ses obligations ou présenter ses observations.

15.4 RÉSILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE SANS MISE EN DEMEURE

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché aux torts du titulaire sans mise en demeure préalable lorsque :

- Le titulaire déclare, indépendamment des cas prévus à l'article 28-2 du présent CCAP, ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- Le titulaire s'est livré, au cours de l'exécution de son marché, à des actes frauduleux, notamment lorsque ceux-ci portent sur la nature, la qualité ou la quantité des prestations, ou lorsqu'il a eu recours au travail dissimulé et que le délit a été constaté par l'Urssaf ;
- Le titulaire a été exclu de toute participation aux marchés publics ou a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale, postérieurement à la notification du marché ;
- Les renseignements ou documents produits par le titulaire à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché, s'avèrent être inexacts.

16. MESURES COERCITIVES

Conformément à l'article 52 du CCAG, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de recourir à la mise en régie en tant que mesure coercitive à l'égard du titulaire qui ne se conformerait pas aux dispositions du marché ou aux ordres de service après mise en demeure, notifiée par le pouvoir adjudicateur, restée infructueuse.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur déciderait de recourir à la régie, sa mise en œuvre ne pourrait être que temporaire (*au plus, 1 mois*), à l'issue de laquelle la résiliation aux frais et risques de ce dernier sera prononcée, si le titulaire ne reprend pas les travaux.

Dans ce dernier cas, par dérogation aux dispositions de l'article 52.4 du CCAG, un marché sera passé avec un autre titulaire pour l'achèvement des travaux aux frais et risques du titulaire. Le décompte général du marché résilié ne sera notifié au titulaire qu'après règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des travaux.

Si le pouvoir adjudicateur ne recourt pas à la régie, il prononce une résiliation simple, après mise en demeure restée infructueuse.

Dans le cas d'un marché passé avec un groupement, l'article 52.7 du CCAG s'applique en plus des précisions ci-après.

Lorsque le mandataire est défaillant non seulement dans son rôle de mandataire mais aussi en tant que titulaire vis-à-vis des travaux dont il est chargé, il sera fait application des modalités suivantes.

Si les cotraitants du mandataire défaillant l'acceptent expressément, une nouvelle entreprise peut être substituée au mandataire pour les travaux dont il est chargé après résiliation du marché en tant qu'il est conclu avec lui, et un nouveau mandataire est alors désigné selon les modalités fixées à l'article 52.7 du CCAG. Ces modifications sont prises en compte par un avenant conclu entre le maître de l'ouvrage et les dits cotitulaires, y compris le nouvel titulaire.

Faute de l'accord des cotitulaires du mandataire défaillant, le maître de l'ouvrage passera un nouveau marché pour la réalisation de la part des travaux non exécutée par ledit mandataire.

Dans ce cas :

- Si les autres cotitulaires en expriment le souhait, ils peuvent poursuivre leurs travaux dans le cadre d'un groupement réduit à eux seuls ; un avenant désigne alors clairement la part des prestations exclues du marché et celles restant à fournir par chacun des cotitulaires du groupement ainsi réduit ;
- Dans le cas contraire, le pouvoir adjudicateur résilie la totalité du marché.

17. TRAVAUX SIMILAIRES

Des marchés de travaux qui ont pour objet la réalisation de prestations similaires à celles du marché exécuté par le titulaire du marché pourront lui être confiés en faisant application de la procédure négociée prévue à l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés pourront être conclus ne pourra pas dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

18. PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE

Les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

C'est le titulaire qui supporte les frais de cessions, licences et obtient les autorisations nécessaires à l'utilisation et à l'emploi des matériaux, matériels, procédés de fabrication couverts par des brevets, licences, dessins ou modèles, marques de fabrique ou de commerce ; même si ces matériaux, matériels, procédés de fabrication lui sont imposés par les documents contractuels.

19. DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 MEMOIRE EN RECLAMATION

À l'exception des dérogations définies ci-après, il sera fait application des dispositions de l'article 55 du C.C.A.G Travaux.

Par dérogation à l'article 55.1.2 du C.C.A.G Travaux, le délai de réponse de la maîtrise d'ouvrage est porté à 2 mois suivant la date de réception du mémoire en réclamation.

19.2 FORMAT DE DOCUMENTS

Le maître d'ouvrage utilise exclusivement la suite bureautique Microsoft Office ou « neutres » (.txt, .csv, .pdf).

L'échange de documents dans le cadre de l'exécution du marché doit se faire prioritairement aux formats Microsoft Office ou « neutres » (.txt, .csv, .pdf). Par contre, dans les cas d'élaboration collaborative de documents, ces formats sont imposés de même que l'usage de la suite Libre Office.

20. RÈGLEMENTS DES LITIGES

Le présent marché est régi uniquement par les lois françaises. Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Conformément aux dispositions de l'article 15 de l'Arrêté du 16 juin 2008, les parties contractantes peuvent recourir à l'arbitrage.

Le règlement des litiges qui n'auraient été ni soumis ni résolus par l'arbitrage pourra être porté devant les juridictions de droit commun compétentes pour la circonscription dont relève le siège de l'UGECAM (*Tribunal de Grande Instance de Nantes et Tribunal administratif de Nantes*), et le cas échéant celles compétentes pour les litiges tenant à l'ouvrage réalisé.

21. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Hormis les dérogations du présent CCAP rappelées ci-après, le titulaire reste soumis au cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux (arrêté du 30 mars 2021).

ARTICLE DU CCAP	DEROGATION AU CCAG	OBJET DE LA DEROGATION
1.1	20.2	Clause environnementale
1.1	36.2.1	SOGED
2	4.1	Pièces contractuelles et ordre d'importance
3.3.3	11.4	Constatations contradictoires
3.3.3	13.5	Délai acceptation prix provisoires
3.3.4	14.3	Seuil augmentation limite du montant des travaux
0,4	9,4	Calcul des variations
3.4.1	10.5	Coefficient d'actualisation
3.4.2	9.4.4	Date de prise en compte des indices et index
4.3	10.4	Paiement des approvisionnements
5.2.1	12.1.2	Acompte sur approvisionnement
5.2.2	12.3.2	Projet de décompte final
5.2.2	12.4.2	Décompte Général
5.2.2	12.4.4	Décompte général tacite
6.1	18.1.1 et 28.1	Période de preparation
6.4	18.2.1	Prolongation du délai d'exécution
6.5	19.2	Pénalités de retard
7	53.1.1	Ajournement et interruption des travaux
12.2	36.1	Valorisation et élimination des déchets
13.1	38	Essais et contrôles supplémentaires
13.2.1	41.1.2 et 41.2.3	Fixation de la date des opérations préalables à la réception
13.2.2	41.3	Décision de réception
13.3	40	Documents fournis après exécution
15.1	50.4	Résiliation du marché
16	52.4	Mesures coercitives
19.5	55.1.2	Mémoire en réclamation